

DIAL 2293

Amérique du Sud - Face à la crise économique. La maquila serait-elle une solution ?

José Miguel Munárriz

samedi 1er mai 1999, mis en ligne par [Dial](#)

Le terme maquila est désormais connu pour désigner des entreprises d'origine étrangère qui s'installent dans des zones franches d'Amérique centrale pour y effectuer divers travaux d'assemblage pour des produits destinés à l'exportation. Ces entreprises sont attirées par une main-d'œuvre féminine bon marché ainsi que par divers avantages économiques concédés par les gouvernements (cf. DIAL D 2048, D 2163). L'Amérique du Sud sera-t-elle tentée à son tour de voir dans la maquila l'une des solutions aux problèmes du chômage et de la pauvreté ? Il est important de noter que la réalité désignée par le mot maquila au Paraguay est assez différente et beaucoup plus large, puisque cela va du commerçant organisant son réseau de vendeurs ambulants, jusqu'à la maquila industrielle sous-traitant à de nombreux « indépendants » des travaux payés à la tâche. C'est cet ensemble que nous présente l'article ci-dessous de José Miguel Munárriz, paru dans ACCIÓN, août 1998 (Paraguay). Nous y avons joint divers encarts rappelant certains aspects des maquilas en Amérique centrale.

C'est Wasmosy [Juan Carlos Wasmosy gouverne le Paraguay entre mai 1993 et mai 1998. Lui succède Raúl Cubas Grau qui a démissionné de ses fonctions le 28 mars 1999 et quitté le pays suite à l'assassinat du vice-président de la République Luis Maria Argaña. Actuellement, Luis González Macchi, qui était président du Sénat, assume la présidence (NdT).] qui a dépensé le plus d'énergie pour nous convaincre que la solution aux problèmes de notre pays passait par la *maquila*. Si la *maquila* avait pu se développer à fond, nous aurions parcouru en cinq ans les cinquante ans que l'on nous avait promis. Wasmosy disparaît mais la proposition d'une industrialisation basée sur la *maquila* reviendra à l'ordre du jour. Car, derrière ce mot, se cachent des intérêts non négligeables qui ne sont pas prêts de disparaître. Et dans le cadre si actuel des mesures économiques à prendre et de l'insistance patronale à réclamer une plus grande protection de l'industrie et une plus grande flexibilité de la législation sur le travail, ce que représente la *maquila* va avoir de jour en jour une plus grande actualité.

Je suis certain que, comme la plupart des gens, quand vous avez lu le mot *maquila* pour la première fois, vous avez été perplexe. Ce n'est pas un mot courant au Paraguay. Et pourtant, dans d'autres pays latino-américains, c'est un mot qui est employé non seulement par des spécialistes mais aussi par les gens dans la rue. D'ici peu nous aussi, nous finirons par l'utiliser.

Quand les mots prennent un sens nouveau

Peut-être avez-vous eu recours au dictionnaire pour vous éclairer. Au moins, dans le Dictionnaire de l'Académie royale de la langue, avez-vous trouvé, à coup sûr, le mot *maquila* et même l'un ou l'autre de ses dérivés comme *maquilador* ou *maquintero*, ou *maquilar*, mais la définition qu'on peut y lire ne nous éclaire guère puisqu'il y est dit que *maquila* vient de l'arabe *makila*, qui désigne une mesure de solides ; en castillan, ce mot en est venu à désigner la part de farine qui revenait au meunier à la fin de son travail... Ce qui fait que nous ne comprenons pas davantage à quoi faisait allusion Wasmosy quand il nous

disait que « la solution de nos problèmes économiques se trouve dans la *maquila* »... car cela ne signifie nullement que notre économie ou nos industries aient quelque chose à voir avec la minoterie...

Le problème est que ce mot de *maquila* s'est transformé sémantiquement et qu'il en est arrivé à signifier autre chose. Autre chose qui n'a rien à voir avec les moulins mais qui connote des évolutions significatives à l'intérieur du système capitaliste.

La maquila dans l'économie informelle

L'« économie informelle » existe déjà au Paraguay. Ce type d'économie apparaît toujours en période de crise et de chômage. Elle advient comme une manifestation de survie de la part de ceux qui, n'arrivant pas à obtenir d'emploi, deviennent vendeurs ambulants ou travaillent à domicile. Le développement du commerce de rues, qu'il s'agisse de vente de nourriture, de vêtements ou de toute sorte d'articles, n'a pu échapper à personne. Les environs des marchés et des grands magasins ainsi que les endroits de concentration piétonne sont devenus de vrais souks ou des marchés persans.

Par contre, ce qui est nouveau, tout au moins dans notre monde, c'est que cette « économie informelle » n'est plus seulement une stratégie de survie des chômeurs mais qu'elle est en train de devenir la stratégie de quelques chefs d'entreprise et du système lui-même. Elle se transforme de plus en plus en une partie de cette « économie sous-terrainne » qui, enracinée dans la contrebande et les privilèges, est un des moyens d'enrichissement rapide en même temps qu'elle représente une concurrence déloyale pour les commerçants « déclarés » et même pour le Trésor public du Paraguay qui se voit ainsi amputé des impôts qu'il devrait encaisser.

Ce n'est un secret pour personne que ce type d'économie informelle est non seulement tolérée mais soutenue « sous le manteau » par des gouvernements qui adoptent des mesures néolibérales afin d'atteindre les indices qui mettront dans le droit chemin nos pauvres économies. Or, on sait que ce type de mesures a un coût social redoutable puisqu'il entraîne une diminution importante de la qualité de vie du peuple. L'économie informelle est utilisée comme palliatif principalement face au problème du chômage structurel découlant des mesures économiques qui sont ainsi mises en place.

Certains chefs d'entreprise ont également découvert les avantages que peut représenter l'« économie informelle » quant à l'accumulation du capital. C'est le cas du commerçant qui livre de la marchandise (provenant généralement de la contrebande) à des vendeurs ambulants, et les paie en leur donnant une commission sur chaque produit vendu. Ce commerçant est donc la cellule-mère par la médiation de laquelle les vendeurs ambulants auxquels il donne de la marchandise à vendre deviennent des *maquileros*.

Quand les lois sociales imposent trop de contraintes, on a recourt à la *maquila* industrielle. Imaginons, à titre d'exemple, le cas d'un industriel de la confection. Il a besoin d'un département design, d'un département coupe et finalement d'un département couture ; et c'est celui-là qui lui coûte le plus, tant du point de vue des machines que de la main-d'œuvre. Il est probable qu'il soit beaucoup plus rentable pour lui de vendre aux ouvriers eux-mêmes les machines à coudre industrielles de sorte que ceux-ci travaillent pour lui à domicile en qualité de « travailleurs indépendants »... Évidemment, ils dépendent totalement de leur ancien patron qui leur fournit le tissu déjà coupé et leur achète à forfait les vêtements une fois terminés. À partir de ce moment-là, il a transformé son entreprise industrielle en une entreprise-mère de *maquila* qui est à l'origine d'une multitude de *maquilas* que sont chacune des petites et moyennes entreprises à domicile de ses anciens ouvriers.

La maquila internationale

Dans le monde actuel de l'industrie, la *maquila* désigne aussi une autre réalité. Il existe de grandes entreprises multinationales comme celles qui se consacrent à la fabrication de pièces d'automotrices, d'appareils et de systèmes électroniques, de confection de vêtements en tissu ou en cuir ; ces entreprises ont besoin d'une grande quantité de main-d'œuvre pour l'assemblage final de leurs produits. Si elles se tournent du côté des pays développés pour engager de la main d'œuvre, elles augmentent beaucoup leur

prix de revient car cette main-d'œuvre est chère. Si elles transfèrent le département assemblage dans un pays sous-développé, elles gagnent davantage car les salaires y sont moins élevés. Naturellement, la cellule-mère se réserve le contrôle total des innovations technologiques, de la conception et du design de leurs produits, ainsi que des matières premières et des marchés. Elles ne transfèrent que le processus d'assemblage et, de surcroît, peut-être, celui de l'emballage.

Il est certain que de temps en temps les pays industrialisés eux-mêmes en viennent à protester contre ce transfert d'une étape de la production : les syndicats se mettent à réclamer car, disent-ils, cette manière de faire enlève des emplois à leurs compatriotes. Ceux qui siègent au Congrès protestent également car ils disent qu'ainsi le pays de cette entreprise-mère gagne moins qu'auparavant. Mais les multinationales ont leur réponse toute faite : elles disent que, pour chaque emploi créé à l'étranger, on en génère deux autres, plus spécialisés et mieux payés dans le premier monde. Et qu'en outre, les industries *maquiladoras* génèrent un important flux de dollars en direction de l'entreprise-mère, ce qui lui permettra de procéder à de nouveaux investissements.

Qui est gagnant dans l'économie informelle ?

La question est importante. Car, à première vue, on pourrait croire que ce procédé permet la création d'une multitude de petites entreprises, du fait de l'augmentation des travailleurs indépendants et de la création d'emplois. Ce serait une façon de « démocratiser » le capital productif...

En effet, on pourrait penser que le *maquillero* n'est pas un simple prolétaire puisque ses instruments de travail lui appartiennent. Il est presque son propre employeur. Mais quand on regarde la situation de près, on s'aperçoit que le *maquillero* est un prolétaire « caché ». Il dépend de l'industrie-mère tout comme n'importe quel ouvrier dépend de son patron... Ou plus encore...

Tout d'abord, comme il est payé au forfait d'après le nombre de pièces qu'il a terminées, il s'aperçoit bien vite que pour avoir le même salaire que celui qu'il touchait auparavant pour un travail du même type, il est obligé de faire davantage d'heures. En fait, son horaire n'est plus fixé comme il l'était autrefois par la législation du travail. Pour arriver à survivre, les *maquilleros* travaillent en réalité 12 heures par jour, voire plus. Souvent, d'autres membres de la famille travaillent à la machine à coudre pendant quelque temps, arrivant ainsi à compléter les heures de travail jusqu'à 18 heures par jour ou plus. Il arrive fréquemment que le *maquillero* agrandisse sa PME en achetant d'autres machines et qu'ainsi il fournisse du travail à d'autres membres de sa famille. Le problème est que, pour pouvoir les payer, il devra travailler plus dur encore, se livrant à une sorte d'auto-exploitation tout en exploitant aussi ceux de sa famille qui ont accepté de travailler avec lui. Il doit prendre à sa charge les frais d'électricité, de maintenance et de réparation du matériel. Le propriétaire de l'entreprise-mère s'est libéré de ces charges-là ainsi que de tout ce qu'entraînent les différentes prestations, gratifications et les salaires. Il est également à l'abri de toute possibilité de conflit du travail dans le département de la couture... En réalité, ce type de chef d'entreprise n'est plus concerné par la loi du travail, même la plus avancée du monde, car elle ne l'atteint pas dans ses gains. On a fait des calculs qui montrent que, tandis qu'une entreprise industrielle traditionnelle arrive à un gain de 4,50 guaranis pour un guarani investi dans un salaire, une entreprise-mère de *maquilas* arrive à un bénéfice de presque 10 guaranis pour chaque guarani versé pour un travail à la tâche. Il convient de souligner le fait que le bas « salaire » gagné par les *maquiladores* n'est pas dû à une faible productivité ou à une qualité inférieure ; la technologie qu'ils utilisent est exactement la même que celle qui a cours dans les grandes entreprises, les machines sont identiques. Et même, quand ils ont plus d'une machine, ils organisent la production en série, et comme ils travaillent sur « un bien qui leur est propre », ils le font avec dévouement et enthousiasme, même s'ils y sont obligés par la nécessité de gagner une somme qui se rapproche le plus possible du salaire minimum.

Une nouvelle dépendance

En réalité, le travailleur *maquillero* n'arrivera jamais à devenir indépendant des industries-mères. D'abord parce que l'ensemble de celles-ci et des entreprises de confection de type traditionnel ont accaparé toute la capacité de production des tissus. Dans la pratique, les industriels du tissage et ceux des entreprises de

confection forment une sorte de « domaine réservé » impénétrable aux petits entrepreneurs. Ensuite, parce que, à supposer que le *maquintero* puisse pénétrer sur le marché du tissu, il manquerait tout autant de fonds pour acheter ce tissu que de magasin pour l'entreposer. De plus, le *maquintero* n'a pas non plus accès aux marques qui se vendent parce qu'elles font l'objet de publicité à la télévision et pour lesquelles l'entreprise-mère paie une quantité considérable de royalties. Il en résulte que le petit entrepreneur *maquilador* n'arrive pas à pénétrer par lui-même sur le marché du prêt-à-porter.

En fin de compte, on peut dire que le seul avantage dont bénéficie le *maquintero* par rapport au salarié qui fait le même travail que lui sur les machines d'un patron, c'est qu'il est sûr d'avoir toujours du travail pour lui et pour quelques-uns des membres de sa famille. Cette certitude représente un avantage non négligeable à une époque où l'on lutte tellement pour la fameuse stabilité du travail et où tant d'ouvriers sont mis à pied. Mais en même temps, le responsable de ces mesures économiques de crise en retire aussi des avantages dans la mesure où, grâce à ce type d'auto-emploi, les pressions syndicales en faveur d'une politique sociale sont en nette diminution.

La grande illusion

Tous les pays du monde connaissent l'invasion de produits *made in* Taiwan. Les produits originaires de Corée et de Singapour, pays appelés « les tigres asiatiques » sont de plus en plus nombreux. La plupart des gouvernements des pays du tiers-monde envient ces pays-là en raison de la quantité de dollars que leur rapporte l'exportation et parce que leurs statistiques font état d'un fort pourcentage de la population active effectivement au travail.

Alors que chez nous on nous donne pour consigne d'augmenter les exportations non traditionnelles, la possibilité de nous transformer en une sorte de nouveau « tigre » nous fait rêver. Nous allons attirer dans ce pays la grande industrie *maquiladora*, nous répète-t-on, nous allons reconvertir l'industrie installée en industrie *maquiladora*... En réalité, comme nous n'avons pas de technologie propre et que nous ne disposons que de quelques facteurs de production comme l'électricité, pour lesquels nous comptons sur des avantages comparatifs naturels permettant une production bon marché, que pouvons-nous produire et vers quels pays pouvons-nous exporter ? La solution, c'est l'industrie *maquiladora* !

C'est vrai. Si nous parvenions à installer de nombreuses fabriques *maquiladoras* en vue de l'exportation, les dollars afflueraient dans notre pays. Et on pourrait même créer de nombreux emplois.

Mais, ce qui est certain, c'est que pour que cela puisse se faire, la première chose dont nous avons besoin, c'est d'une main-d'œuvre abondante et... mal payée. Nos *maquinteros* devraient toucher des salaires au moins six fois inférieurs à ceux des ouvriers nord-américains qui font le même travail. Étant donné que les bas salaires sont une condition *sine qua non* pour que vienne chez nous la grande industrie *maquiladora*, dans la pratique, il faudrait signer un protocole d'accord entre les entrepreneurs étrangers d'une part et le gouvernement et les syndicats paraguayens d'autre part, protocole au terme duquel on priverait les ouvriers de leur droit de lutter pour de meilleures conditions salariales.

Les inconvénients...

Il convient de souligner aussi qu'un type d'industrialisation qui n'utilise pas la matière première du pays et qui fonctionne de telle sorte que la majeure partie de la valeur ajoutée demeure dans le pays de l'entreprise-mère, cette industrialisation-là ne nous permettra pas de sortir de notre condition de pays du tiers-monde car c'est une industrialisation qui est totalement dépendante de décisions prises en dehors de notre pays, et en fonction d'intérêts qui ne sont pas les nôtres. Comme on produit fondamentalement pour l'exportation, on peut occuper la main-d'œuvre et le parc industriel pour produire non pas ce dont nous avons besoin, mais ce dont les autres ont besoin... et, dans ce cas de figure, nous continuerions à devoir importer les produits dont notre peuple a besoin.

Il faut encore ajouter que des études très sérieuses démontrent que le travailleur de ce type de *maquilas* d'assemblage, n'arrivera jamais à devenir un ouvrier spécialisé. On lui apprend à réaliser une seule

opération dans l'ensemble d'une chaîne de montage et il ne saura jamais faire que cela et rien d'autre et il devra le faire tant qu'il restera à ce poste. Le fait de refaire toujours la même chose dans une chaîne d'assemblage ne peut pas l'aider à accroître ses performances en matière de travail. Et ce n'est pas tout : il est démontré que les tâches de haute précision que cet ouvrier ou cette ouvrière doit faire finissent par provoquer une détérioration au niveau de la vue et que les rythmes accélérés de production auxquels on les soumet sont à l'origine de tension et de fatigue nerveuse...

En outre, ce type d'industrialisation, précisément en raison de sa grande capacité d'absorption de main-d'œuvre, génère un véritable chaos au niveau de la démographie et de l'organisation de la cité. Les villes où s'installent de grands parcs industriels de maquiladoras se développent très rapidement au niveau démographique, ce qui fait que les budgets des États se trouvent dans l'incapacité de répondre aux demandes de services ainsi engendrés. Il en est, bien sûr, de même en ce qui concerne les dépenses sociales. Celles-ci ne peuvent pas être couvertes par l'entreprise privée. On exige donc des gouvernements et des ouvriers eux-mêmes qu'ils prennent en charge la création de logements, d'écoles, de structures sanitaires, de loisirs, etc.

En fin de compte, ce type de *maquila* dépend entièrement de l'entreprise-mère. Peut-être plus encore que l'autre *maquila*, celle de l'économie informelle. Au fond ce n'est rien d'autre qu'une nouvelle forme de la répartition internationale du travail dans le capitalisme d'aujourd'hui.

La maquila, encore et toujours...

Telle est la *maquila* qu'on nous propose comme si c'était la grande solution pour le Paraguay. On pourrait définir la *maquila* comme le travail effectué, dans le cadre de l'économie informelle, par ceux qui ont été exclus du monde des salariés et qui se retrouvent placés dans une situation de totale dépendance par rapport à la cellule-mère de la *maquila*. Ce terme de *maquila* désigne aussi l'industrie de simple assemblage implantée dans les pays sous-développés afin que les multinationales puissent faire des économies sur les coûts de main-d'œuvre. Qu'il s'agisse de la première ou de la deuxième forme de *maquila*, l'une comme l'autre contribuent fortement et de façon pratiquement inéluctable à maintenir les rapports actuels entre dominateurs et dominés, que ce soit au niveau des pays ou à celui des classes sociales. Au-delà des apparences, il s'agit en fait d'une nouvelle modalité de division du travail. La *maquila* est-elle la solution à nos problèmes économiques ? La reconversion de l'industrie doit-elle nous amener à transformer nos usines en industries *maquiladoras* ?

Et les femmes ?

Dans l'histoire de la *maquila* en Amérique centrale, la femme est la plus touchée. De véritables armées de femmes travaillent infatigablement au Guatemala, en El Salvador, au Honduras et au Nicaragua. Elles font partie de ce que les sociologues ont appelé le processus de féminisation de la pauvreté qui s'est aggravée depuis les années 80 dans ces pays. La plupart des études, des organisations de femmes et des syndicats s'accordent pour indiquer avec ironie que la femme est devenue « la main-d'œuvre idéale » parce qu'elle est la moins chère. Les femmes travaillent principalement dans l'assemblage des vêtements. (...)

La forte demande de femmes entraîne un type de contrat de travail qui ne respecte pas les normes juridiques de ces pays. Selon le témoignage d'une ouvrière guatémaltèque liée au Groupe féminin pour l'amélioration de la famille (GRUFEPROMEFAM) au Guatemala, dans certains cas lors des entretiens d'embauche on ne leur demande pas de pièces d'identité et si elles font montre de leur aptitude à se servir des machines, elles peuvent rester travailler le jour même où elles sont venues demander du travail. Mais leur embauche n'est pas déclarée à la Sécurité sociale et on ne leur fait pas signer de contrat de travail. Le droit du travail relatif aux femmes est partiellement appliqué et la majorité des travailleuses n'en profitent pas. Dans beaucoup de *maquilas* de la région, il est habituel de ne pas embaucher de

femmes enceintes et, dans certaines *maquilas* du Guatemala, les entrepreneurs exigent des preuves concernant l'absence de grossesse.

Inforpress Centroamerica,

n° 5-98 (Guatemala)

Maquilas au Mexique

Grâce à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), le commerce a augmenté et atteint des niveaux sans précédent. Depuis la signature du traité en 1994, la production a pratiquement doublé.

On s'attend à ce que les *maquiladoras* génèrent 10 milliards de dollars pour l'économie mexicaine en 1998, soit plus du tiers des rendements de l'industrie pétrolière sinistrée. Depuis 1994, le nombre des implantations a augmenté annuellement de 16 % et la main-d'œuvre a augmenté de 12 %. Un million de travailleurs environ, soit 21 % de la force de travail mexicaine, sont employés dans les *maquiladoras*.

Bien que les *maquiladoras* aient permis au Mexique de trouver une place dans la division globale du travail, elles ne sont pas mexicaines. L'industrie dominée par les transnationales étrangères est orientée vers les marchés des États-Unis. Aucun produit des *maquiladoras* n'est vendu au Mexique. Afin d'attirer les investisseurs étrangers, le gouvernement mexicain octroie une subvention pour l'énergie et l'eau, exige un impôt minimum sur les produits assemblés et ne contrôle pas le respect des lois sur l'environnement.

Les rendements sont douteux. Une fraction insignifiante des produits à assembler est manufacturée au Mexique et il n'est pas exigé des acteurs qu'ils contribuent à l'infrastructure locale - qui est dans une situation désastreuse - dans une région dont l'environnement est fragile.

Noticias Aliadas, 7 mai 1998 (Pérou)

Les ruses de l'entreprise Phillips-Van Heusen

La première *maquiladora* du Guatemala qui a reconnu officiellement l'existence de syndicats a fermé un an après que ses travailleurs aient remporté une victoire historique avec leur convention collective.

La veille du début des vacances de Noël, l'entreprise nord-américaine Phillips-Van Heusen a fait savoir à plus de 500 salariés la fermeture de son usine Camisas Modernas. Les salariés ont reçu une indemnisation mais la majorité aurait préféré garder leur emploi.

En 1997 les employés de Camisas Modernas, soutenus par une campagne internationale et un rapport du Human Rights Watch, ont gagné une bataille qui a duré six années pour obtenir une convention collective.

L'entreprise soutient qu'elle a fermé l'usine parce qu'elle a perdu la majorité de ses clients, mais le Projet d'éducation sur le travail États-Unis-Guatemala a affirmé que Phillips-Van Heusen envisage de poursuivre sa production au Guatemala par l'intermédiaire d'une sous-

traitance qui donne des salaires moins élevés.

Stephen Coats, directeur du projet a déclaré : « L'année passée Phillips-Van Heusen a fait un grand pas en avant en établissant de nouveaux standards pour l'industrie des vêtements au Guatemala. À présent, elle a fait un pas en arrière encore plus grand. »¹

Noticias Aliadas, 1er février 1999

1. DIAL a reçu confirmation début avril de la part de Campaign for Labor Rights que Phillips-Van Heusen « a fermé l'unique usine, située au Guatemala, qui avait un syndicat, et a transféré sa production dans des ateliers pratiquant de bas salaires » (NdT).

* * * * *

ENTREPRISES DÉMONTABLES

Les entrepreneurs de *maquilas*, principalement nord-américaines, coréennes et taiwanaises, occupent une main-d'œuvre bon marché et sont loin de manifester le désir d'avoir une activité productive stable et à long terme. Leurs entreprises sont démontables de telle sorte que, au moindre conflit du travail, de hausse du loyer des locaux, de diminution des profits escomptés ou de changement dans les volumes d'exportation, les chefs d'entreprise choisissent de déposer leur bilan et transfèrent leur entreprise dans une autre localité ou quittent le pays.

Inforpress Centroamerica,

n° 5-98

- **Dial - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 2271.**

- Traduction Dial.

- Source (espagnol) : *ACCIÓN*, août 1998.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - <http://www.dial-infos.org>) et l'adresse internet de l'article.